



Les « Harragas » ou l'émigration sans visa

Par [Djamel Labidi](#)

Mondialisation.ca, 15 février 2018

Le quotidien d'Oran 15 février 2018

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Économie](#), [Histoire](#), [société et culture](#)

Analyses: [LE MAGHREB](#)

Ce qu'il y a d'étonnant dans les débats actuels sur la question des « Harragas », c'est que l'un des éléments essentiels du drame de cette émigration, un élément qui paraît pourtant évident, semble passer inaperçu ou du moins ne pas prendre l'importance qu'il mérite dans les débats: il s'agit de la question des visas.

Il y a « Harragas » (*) lorsqu'il n'y a pas de visas. Cela semble être une lapalissade mais c'est mettre le doigt sur un problème majeur de notre époque. Jamais la mondialisation n'a été aussi grande sur le plan économique et celui des moyens de communication, mais jamais les frontières n'ont été aussi fermées. L'Europe, l'Occident, les pays riches ont leur part de responsabilité dans ce drame. Les accords de l'OMC prévoient la libre circulation des marchandises, des capitaux et des biens. Les êtres humains seraient-ils moins précieux que les marchandises.

Jusqu'aux années 80, les déplacements humains étaient infiniment plus libres. Il fut un temps, à l'époque de la guerre froide, où l'Occident faisait campagne contre « le rideau de fer » dressé, par l'URSS et les pays socialistes de l'Est européen, à la libre circulation de leurs citoyens et où les frontières ouvertes étaient une caractéristique dont s'enorgueillait le « monde libre ». Des accords dans ce sens avaient même été signés à Helsinki (en Août 1975) entre les pays occidentaux, l'URSS et les pays d'Europe de l'Est. Voilà qu'aujourd'hui c'est exactement l'inverse et qu'il est fait reproche aux pays en développement de laisser partir leurs ressortissants.

Les drames de l'émigration

Des centaines de milliers de jeunes occidentaux sont attirés par les USA et viennent y tenter l'aventure. Cela ne se transforme pas en drame car ils obtiennent précisément un visa. Plus de 500 000 mille jeunes français ont quitté leur pays pour le Royaume Uni. Mais, nuances du langage, il y a les expatriés et il y a les émigrés.

Si les centaines de milliers de Harragas mexicains ne risquent pas de mourir en mer c'est que les frontières sont terrestres entre les Etats-Unis et le Mexique. Bien que ces dernières années, des milices nord américaines se sont constituées qui n'hésitent pas à revendiquer le droit de tirer à vue sur les émigrants clandestins mexicains, et que le drame parfois, là aussi, n'est pas loin. Trente ans après le mur de Berlin, le président Trump veut le restaurer, mais entre les Etats-Unis et le Mexique.

Par contre malgré les efforts connus et reconnus d'un pays comme Cuba pour améliorer les conditions de vie sociales dans l'île, du point de vue de l'éducation, de la santé etc..,

l'émigration vers la Floride n'a jamais cessé et a été l'occasion de bien de drames en mer. A l'ouverture des frontières de la RDA, des masses humaines énormes se sont dirigées vers la RFA. Tout cela montre la généralité des phénomènes d'émigration en même temps que les diversités de situation.

Les drames liés à l'émigration ne sont d'ailleurs pas nouveaux. Dans d'autres contextes historiques, ils étaient liés, non pas évidemment à une question de visas, mais à la précarité des moyens de transport. C'est ainsi que l'émigration massive vers les Etats-Unis, à l'époque de la navigation à voile, avant les bateaux à vapeur, s'est traduite par des milliers de morts d'émigrants, dont des femmes et des enfants, traversant l'Atlantique à fond de cale, dans des conditions très dures. Plus loin dans le temps, l'empire romain parlait d'invasion de « barbares ». Il est étrange de retrouver, aujourd'hui, à notre époque technologique, mais pour d'autres raisons, la même précarité dans les moyens de transport utilisés par les Harragas, qui traversent la mer dans des barques, et les mêmes thèmes des « barbares » réapparaître dans le vocabulaire d'une certaine opinion publique occidentale. Dans cette résurgence de formes cruelles d'un autre temps, la question des « Harragas » devient révélatrice des relations mondiales actuelles.

Emigration sans visa et avec visa

Pour ce qui est de l'Algérie, il est étonnant qu'il n'y ait pas d'enquêtes empiriques, basées sur des données factuelles, aussi bien sur le phénomène dit des « Harragas », que sur les causes de l'émigration algérienne en général et ses particularités. Certes des chiffres sont donnés, notamment en ce qui concerne l'exode des compétences, mais concernant les causes, les avis à ces sujets, relèvent en général de points de vue politiques ou idéologiques.

Pour les uns, les partis et les médias d'opposition en particulier, c'est le pouvoir qui fait « fuir les jeunes du pays ». Ils lui renvoient la responsabilité entière du phénomène des « Harragas », et de l'émigration en général. Pour d'autres au contraire, le phénomène est à rattacher à l'esprit d'aventure particulier aux jeunes, à l'inconscience, aux illusions sur la vie en occident catalysées par la télévision et les nouveaux moyens de communication. Sur un plateau de télévision, un invité présenté comme sociologue expliquait que les jeunes quittaient le pays car « dégoutés de voir des gens s'y enrichir sans effort par la corruption et le favoritisme ». Une autre, sociologue elle aussi, insistait sur le facteur religieux et l'importance de l'éducation pour empêcher les jeunes de céder aux sirènes occidentales. Bref, chacun y va, en l'absence de données factuelles, d'une explication qui correspond à son orientation politique, idéologique, voire philosophique ou religieuse.

Il est important de connaître les nouvelles tendances et particularités de l'émigration dans le contexte de la mondialisation, ainsi que leur intensité et leur importance respective dans le cas de l'Algérie: Quelle est la part des raisons économiques « pures », le chômage, la pauvreté ? Quelle est la part des raisons culturelles, politiques, religieuses. Quelle est la part de l'influence des nouvelles technologies dans la vision qu'elles donnent de la vie moderne et les contacts humains qu'elles induisent ? Quelle est la part de l'attraction du mode de vie occidentale, et des nouvelles motivations, comme la qualité de la vie, chez une jeunesse de plus en plus instruite. Il semblerait en effet que cette recherche d'une plus grande qualité de vie touche, à travers la mondialisation des moyens de d'information et de communication, désormais toute la jeunesse indépendamment de sa condition sociale. Quels sont les rapports aujourd'hui entre l'émigration type « exode des compétences » et l'émigration type « Harragas », entre l'émigration avec visa et sans visa. Ces deux types

d'émigration ne révéleraient-elles pas de nouvelles discriminations qui ne seraient plus seulement sociales, entre jeunes de couches favorisées et défavorisées, mais qui correspondraient aussi à des différences de « pouvoir de négociation » entre titulaires de formations recherchées sur le marché mondial des compétences, et d'autres moins demandées? On parle, dans les médias, de « harags » titulaires de diplômes, de masters. Toutes ces questions méritent d'être explorées sur la base d'enquêtes empiriques.

Il faut, en outre, faire la part des choses, entre les causes locales et les causes extérieures. Comment par exemple ne pas tenir compte, dans les drames actuels de l'émigration clandestine par les mers, de l'intervention étrangère en Libye et ses conséquences sur les pays africains voisins, des guerres menées par les pays dominants en Irak, en Syrie, en Afghanistan.

Tout cela montre qu'il faut se méfier des explications réductrices. En effet, voir sans nuances, dans l'émigration et les « Harragas », l'influence sans limite des politiques menées par les pouvoirs en place n'aide pas à comprendre le phénomène dans toute sa complexité. De telles explications sont réductrices pour une raison simple: tous les pays en voie de développement vivent, à des degrés et des intensités diverses, le problème de l'exode des compétences et de l'émigration. Jusqu'aux pays développés entre eux, par rapport à des pays encore plus développés, même si c'est sous des formes plus « softs. Ce sont en effet les inégalités de développement qui sont la cause profonde des flux migratoires. Elles sont comme des poupées russes qui s'emboîtent l'une dans l'autre. L'Algérie, par exemple, est un pays d'émigration mais elle est aussi un pays d'immigration par rapport à d'autres pays.

Certes les politiques menées par les pouvoirs ont un impact sur le mouvement migratoire, que ce soit positivement par leur réduction ou négativement par leur aggravation. L'Inde par exemple partage avec l'Algérie un certain nombre de traits: importance du secteur d'Etat avant le passage actuel à l'économie de marché, diffusion de l'instruction et grand nombre de diplômés, influence considérable sur les élites de la culture anglophone, comme en Algérie de la culture francophone, exode des compétences considérable, notamment massif des médecins vers le Royaume Uni et les USA, etc...Mais la situation a commencé à s'améliorer ces deux dernières décennies grâce une politique résolue de l'Etat en direction des diplômés à travers un système de prêts et d'encouragement à la création de petites entreprises. On retrouve des traits similaires en Algérie à travers le système de l'ANSEJ.

Les facteurs objectifs et les facteurs subjectifs

Les différences de développement entraînent des sentiments de frustration. Ceux ci peuvent jouer un rôle positif en poussant les sociétés et les nations à se dépasser pour se mettre au niveau des nations les plus avancées et à être exigeants envers leurs dirigeants.

Mais ces différences peuvent entraîner aussi un sentiment de dévalorisation, et à une hiérarchisation implicite des nations, entre « nations avancées » et « nations arriérées ». C'est la racine des visions sombres, pessimistes, défaitistes qu'on retrouve, à un autre pôle, dans nombre de pays du Tiers monde, notamment dans les pays arabes et dans lesquelles les manipulations ou les interventions étrangères ont trouvé souvent un terrain propice. La tentation, en effet, est souvent grande d'exploiter à des fins politiques partisans de telles visions. La question de l'émigration est alors instrumentalisée et dramatisée à outrance.

De telles approches n'aident pas à comprendre l'évolution historique de l'émigration et ses nouvelles données actuelles. Le développement en tant que transformations structurelles et

qualitatives économiques et sociales continues et rapides, est un phénomène historique relativement récent, qui s'est déclenché avec la révolution industrielle et le capitalisme, il y a environ deux siècles, d'abord en Angleterre puis dans les pays européens. La question des inégalités de développement exige donc elle aussi une vision historique, un recul, une perception historiques qui permettent de ne sous-estimer ni le chemin parcouru ni celui qui reste à faire pour le développement.

En fait, les pays en développement ont fait des progrès réels si ce n'est par le seul fait de la libération des énergies historiques rendu possible par les luttes de libération nationale. Ces progrès économiques et culturels sont l'un des facteurs principaux des transformations mondiales actuelles. Ils sont aujourd'hui le principal moteur de la croissance économique mondiale et notamment de la révolution de l'enseignement qui s'est développée après les indépendances et se poursuit actuellement et qui a vu le nombre de gens instruits et de diplômés des pays en développement dépasser largement celui des pays occidentaux dès les années 80, phénomène qui influe grandement sur les migrations internationales actuelles.

Prenons le cas de l'Algérie. En 1962, à l'indépendance, elle avait moins de 10 millions d'habitants. Aujourd'hui elle en a 4 fois plus. En 1962, un pays comme la France, avait 40 millions d'habitants. Si sa population avait augmentée dans les mêmes proportions, la France aurait aujourd'hui 160 millions d'habitants et serait dans une crise inextricable. L'Algérie, par contre, a pu, dans cette période historique, répondre aux principaux impératifs du développement: éducation de la population, sur le plan de la santé une espérance de vie comparable à celle des pays développés (de 76 ans environ), électrification du pays et distribution généralisée du gaz, alimentation en eau, développement des infrastructures etc.. Sur le plan de l'habitat, le nombre d'habitations, tout logement confondu, était en 1962 de 700 000 pour toute l'Algérie. C'est moins que le nombre des habitations aujourd'hui pour la seule ville d'Alger. En 1962, 80 % de ces habitations n'avait pas de système d'évacuation des eaux usées, y compris les villas des colons et des français aisés qui utilisaient des fosses septiques.

Tout cela pour dire qu'il y a des pesanteurs historiques venues de la colonisation et du sous développement qui s'imposent à tout pouvoir, quel qu'il soit, au delà des orientations idéologiques, socialistes, capitalistes, libérales, et qui doivent engager à relativiser les choses. Et pour dire aussi, qu'au delà du niveau politique, il y a beaucoup de respect et de reconnaissance à avoir pour les trésors de sacrifices et de dévouements, le plus souvent anonymes, dont a fait preuve la société pour construire un pays à partir de pratiquement rien, affronter les difficultés de développement et atteindre le niveau actuel.

Mais il faut être réaliste. Quel que soit l'efficacité des efforts de développement, il faudra du temps pour que l'Algérie, comme d'autres pays même émergents, comble la distance qui la sépare des pays développés. Cela veut dire que les facteurs objectifs qui travaillent à reproduire les flux migratoires continueront encore d'exister. Il faut donc s'appuyer aussi sur les facteurs subjectifs: le patriotisme, le nationalisme et les mettre au service du développement de la nation. On sait l'importance qu'ils ont jouée dans l'industrialisation et la modernisation du Japon au 19ème siècle, à l'ère du Meiji., à travers notamment l'envoi, et le retour au pays, de missions de milliers d'étudiants envoyés vers les pays européens pour leur formation. On sait le rôle qu'ils ont joué aussi en Allemagne dans son unification après la guerre franco-allemande, et dans la résorption de son retard industriel par rapport à la France et l'Angleterre. Aujourd'hui il y a aussi l'exemple de la Chine, du Vietnam, de la Turquie etc.. où le nationalisme, le patriotisme jouent un rôle positif, progressiste, et sont

requis au service de l'émergence de la nation.

L'économie n'est pas une science exacte. Elle est politique au sens où elle dépend de facteurs sociaux, de l'unité de la société, de la qualité des élites politiques, économiques, culturelles, etc.. Ces facteurs subjectifs sont eux aussi une force économique car c'est l'Homme qui est au centre du travail et de la vie économique.

Si l'émigration sans visa ne peut être stoppée dans un avenir prévisible, pourquoi ne pas la gérer de façon civilisée, sans qu'elle devienne une catastrophe humaine, et la considérer, pour ce qu'elle est, comme une forme de régulation des inégalités de développement à l'ère de la mondialisation. L'émigration sans visa, le « Harrag », et les tragédies quotidiennes qui les accompagnent, ont surgi, de façon inattendue, pour faire la critique muette et douloureuse de l'inhumanité des relations internationales actuelles, et dévoiler leur caractère anachronique. Cette situation ne mérite-t-elle pas un débat mondial, une profonde réforme et une nouvelle vision des rapports et des échanges humains entre nations ? La question des visas ne peut plus, aujourd'hui, être traitée de façon classique, traditionnelle, diplomatique, comme simplement une question de souveraineté pour chaque pays, elle dépasse désormais ce cadre, elle devient une question mondiale; elle pose le problème d'un réaménagement du droit international et l'émergence d'une nouvelle morale dans les rapports internationaux. Plus de 40 ans après, Les accords d'Helsinki, sur la libre circulation des hommes et des idées, restent encore à être appliqués.

Djamel Labidi

(*) « Harragas », expression algérienne. Veut dire littéralement « ceux qui brûlent » (sous-entendu les frontières par la mer sans papiers)

[Paru dans « Le Quotidien d'Oran du Jeudi 15 Février 2018](#)

La source originale de cet article est Le quotidien d'Oran
Copyright © [Djamel Labidi](#), Le quotidien d'Oran, 2018

Articles Par : [Djamel Labidi](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer

la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca